À la veille du procès, prévu pour le 11 octobre (reporté au 16 octobre, puis au 26 octobre 2014), de sept défenseuses égyptiennes des droits humains qui sont détenues depuis le 21 juin 2014 et accusées d'avoir bafoué la loi stricte de l'Égypte en matière de manifestations et de rassemblements publics, plus de 300 organisations de femmes et des droits humains représentant presque 70 pays ont publié une déclaration appelant à leur libération immédiate.

Les signataires de cette déclaration, dont des groupes locaux, nationaux, régionaux et internationaux de toute la planète, demandent aux autorités égyptiennes de libérer sans condition les défenseuses des droits humains et d'abandonner toutes les accusations portées contre ces dernières et d'autres personnes arrêtées pour avoir exercé leur droit au rassemblement pacifique. Les signataires de la déclaration exhortent vivement les autorités égyptiennes à réviser la loi sur les manifestations et les rassemblements publics qui porte sévèrement atteinte à la liberté d'expression, de réunion et d'association des Égyptiens/nnes et de la rendre conforme à la Constitution égyptienne et aux normes africaines et internationales en matière de droits humains. Au cours de l'année dernière, les autorités égyptiennes ont adopté une position dure à l'égard de certains groupes de la société civile et l'activisme civil, y compris les manifestations publiques. Les organisations de défense des droits humains à l'intérieur du pays et à l'échelle internationale ont critiqué les autorités égyptiennes pour ce qu'elles considèrent comme de graves politiques répressives contre l'activisme et l'engagement de la société civile et ont promu, à plusieurs reprises, l'adoption de mesures encourageant la participation de la société civile et la liberté d'expression dans l'esprit de la révolution égyptienne de janvier 2011.

Vous trouverez le texte de la déclaration et la liste des signataires ci-après. Vous pouvez également ajouter votre nom à la liste des signataires en cliquant sur le lien suivant : http://goo.gl/forms/55wChTGZWr
.

Nous encourageons tous ceux et toutes celles qui souhaitent publier cette déclaration à l'afficher sur leur site Web et à la divulguer le plus largement possible sur leurs réseaux, y compris par les médias. Le hashtag #FreeEgyptWHRDs peut être utilisé dans les médias sociaux.
***

"Nous, signataires de cette déclaration représentant les organisations de droits des femmes et de droits humains au niveau international et localisées dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, demandons aux autorités égyptiennes de libérer immédiatement et inconditionnellement Yara Sallam, Sanaa Seif, Hanan Mustafa Mohamed, Salwa Mihriz, Samar Ibrahim, Nahid Sherif (connue sous le nom de Nahid Bebo) et Fikreya Mohamed (connue sous le nom de Rania El-Sheikh), sept Défenseuses des Droits Humains détenues depuis le 21 juin 2014 pour violation de la Loi sur les manifestations et les rassemblements publics.

Nous prions instamment les autorités égyptiennes d'abandonner toutes les poursuites engagées contre ces défenseuses des droits humains et les autres défenseurs des droits humains en raison de l'exercice légitime des droits à la liberté d'expression et aux rassemblements pacifiques. En outre, nous demandons aux autorités égyptiennes de réviser la Loi sur les manifestations et les rassemblements publics conformément à la Constitution égyptienne et aux normes internationales, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies.

Les faits :

Le 21 juin 2014, les sept défenseuses des droits humains ont été arrêtées à Héliopolis, au Caire à l'occasion et au cours d'une manifestation pacifique contre la Loi sur les manifestations et les rassemblements publics. Après avoir utilisé du gaz lacrymogène et des tirs de chevrotine pour disperser la foule, la police a arrêté Yara Sallam, Sanaa Seif, Hanan Mustafa Mohamed, Salwa Mihriz, Samar Ibrahim, Nahid Sherif et Fikreya Mohamed, et plusieurs autres défenseurs des droits humains. Depuis leur arrestation, elles sont détenues à la prison de femmes d'Al Qanater. Les charges retenues contre elles, au titre de la Loi sur les manifestations et les rassemblements publics, sont notamment : la participation et l'organisation d'une manifestation qui « menaçait la sécurité publique », « l'usage de la force et de la violence pour terroriser et intimider les citoyens » et « la destruction intentionnelle de la propriété ».

Leur première comparution pour cette affaire, connue également sous le nom de l'Affaire du Palais présidentiel d'Ittihadia a eu lieu le 29 juin 2014. Durant cette audience, le juge a levé la séance et l'a reportée au 13 septembre 2014. Les preuves de l'accusation ont été présentées à la Cour durant la deuxième audience, le 13 septembre 2014. Les avocats de la défense ont demandé un ajournement afin de permettre à un-e expert-e technique d'examiner et de déterminer la véracité de l'enregistrement vidéo présenté comme preuve durant cette séance.

Le juge a de nouveau reporté le procès au 11 octobre 2014, date à laquelle la défense est censée avoir la possibilité de s'exprimer.

En conséquence de ces reports, les sept défenseuses des droits humains sont emprisonnées depuis plus de trois mois en attente de l'enquête. Deux des détenues, Mme Fikreya Mohammed (connue sous le nom de Rania El-Sheikh) et Mme Sanaa Seif mènent une grève de la faim pour protester contre leur arrestation arbitraire. Mme Seif a commencé une grève de la faim le 28 août et Mme Mohammed s'est également déclarée en grève de la faim le 11 septembre 2014 ; des nouvelles récentes indiquaient qu'elle a du suspendre cette grève. Toutes deux sont extrêmement faibles et risquent de graves problèmes de santé.

Il faut signaler que, pendant sa détention, le père de Sanaa Seif, Ahmed Seif El-Islam, un éminent défenseur des droits humains en Égypte, est décédé. Il était également le père d'un autre défenseur égyptien renommé des droits humains, Alaa Abdel Fattah, qui vient d'être libéré sous caution."

Signataires de la déclaration: veuillez télécharger le document pdf suivant pour voir la liste initiale des 220 signataires

Cairo 7 Statement - upto9Oct2sigs - Fr.docx 29,34 kB

*** **VEUILLEZ CLIQUER ICI POUR SIGNER LA PÉTITION** ***

*** **LA VERSION EN ARABE EST DISPONIBLE ICI** ***

Source: AWID